

***Après le changement du personnel de l'état,
il est temps de revenir à l'essentiel : ce qui arrive aux gens,
les principes et convictions de chacun(e) et de ce que l'on en fait.***

SARKOZY et sa clique s'en vont, tant mieux. Leur morgue, leur mépris, la violence de leur politique, de leurs lois et de leurs discours contre les gens, en particulier les plus fragiles, les plus précaires, étaient insupportables. Jusqu'au dernier moment ils auront appelé à la haine et à la guerre entre les habitants du pays.

Un nouveau président, un nouveau gouvernement, se mettent en place. Pour quelle politique ? Il y a plusieurs points décisifs, qui constituent un plan d'épreuve parce qu'ils touchent **au réel de la vie des gens** et sur lesquels le nouveau président n'a pour l'instant pas pris de position ou s'est engagé à poursuivre la politique menée par Sarkozy :

- **Qu'en est-il des lois d'exception et de leur abrogation possible ?** (CESEDA, LOPSI, PERBEN, Rétention de sûreté) ;
- **Qu'en est-il des polices d'exception et de leur dissolution** : PAF et BAC ?
- **Qu'en est-il du droit de tous les gens qui vivent ici**, et notamment de la régularisation générale des gens maintenus sans papiers depuis des années, et de la fermeture des camps de rétention ?
- **Qu'en est-il du respect de chacun et de la fin du mépris**, que ce soit dans les Préfectures, au Pôle emploi etc...;
- **Qu'en est-il d'une défense des enfants et de la jeunesse**, pour en finir avec des années de guerre larvée contre de grandes parties de la jeunesse ?
- **Qu'en est-il des guerres à l'extérieur**, du maintien ou du retrait de l'OTAN, des interventions militaires en Afrique et ailleurs ?
- **Et à propos de la dette et de son remboursement**, il faut avoir le courage de dire que ce n'est pas la priorité actuelle. Le remboursement d'une dette peut très bien être repoussé, et en tout cas les intérêts demandés peuvent dès maintenant ne pas être remboursés si on juge qu'il y a d'autres priorités.

Et nous pensons qu'il y a d'autres priorités : assurer une vie correcte à chacun, assurer une éducation de qualité pour chaque enfant, permettre à chaque jeune d'être formé et de trouver un emploi, faire en sorte que chacun puisse avoir un logement décent et la possibilité de se soigner quelque soit sa situation financière, etc....

Si nous voulons compter, **nous devons nous montrer, dire ce que nous pensons, ce que nous voulons, sur les points essentiels de la vie ensemble, et du point de vue de l'intérêt général.** Notre sort est d'abord entre nos mains, c'est à nous, à chacune et chacun de nous de se décider à intervenir dans les situations, à partir de principes pour tous, pour faire changer les choses. Cela se fait déjà, il faut tirer bilan des expériences qui existent, formuler les principes sur lesquels s'appuyer, réfléchir les situations nouvelles pour trouver ensemble des chemins possibles pour intervenir.

**Pour en débattre, nous proposons une rencontre
le mardi 12 juin à 18h30**

Salle de la Commanderie, 6 Rue du Colonel Pelissier (métro Capitole). Entrée libre.

Ceux qui veulent le Pays pour tous